

NOTE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE (No 2) - AVRIL 1978.

L'OCI a maintes fois souligné la portée internationale des élections législatives de Mars 1978.

Le dernier numéro de «LA VERITE» y revient encore en rappelant qu'il «importe de ne pas oublier que la crise politique du régime et de la bourgeoisie française est une des composantes de la crise générale du système impérialiste à laquelle s'intègre celle de la bureaucratie du Kremlin», et en soulignant que «la politique du PCF s'intègre totalement aux accords d'Helsinki et à la signification de la conférence de Belgrade.»

La discussion internationale doit nécessairement intégrer aujourd'hui la caractérisation de la politique suivie par le PCF, politique qui a le même contenu que celle du parti communiste italien, du parti communiste espagnol ou du parti communiste portugais, pour ne citer que ces exemples, et la question de cette caractérisation se relie donc à l'analyse du stalinisme, du rôle des partis staliniens, de leur politique en Europe.

Mais la discussion porte aussi sur la politique suivie en France par les organisations se réclamant du trotskysme.

Et c'est pourquoi nous publions dans cette note la lettre d'un dirigeant du SWP, critiquant la politique de l'OCI et la réponse qui lui a été faite.

A l'origine de cette lettre du camarade Horowitz, il y a un article paru en Janvier 1978 dans «Que Hacer», organe de l'Organisation Socialiste des Travailleurs (OST) de Costa-Rica, organisation sympathisante du Secrétariat Unifié.

Cet article qui exprime l'analyse que les dirigeants de l'OST faisaient de la situation française - et qui est elle-même un élément de discussion entre l'OST et l'OCI - manifeste son accord avec l'intervention de l'OCI dans la période électorale et, en particulier, sa campagne pour le désistement automatique.

Le camarade Horowitz a écrit à la direction de l'OST pour lui faire part de ses divergences avec la politique de l'OCI. Copie de cette lettre a été remise plus tard à l'OCI, à l'occasion d'un plenum du Comité National du SWP. Comme il est noté, il est regrettable que la direction du SWP n'ait pas adressé directement ses remarques à l'OCI. Mais l'essentiel est que la discussion s'engage.

-ATTENTION - CETTE NOTE EST COMPLETE, BIEN QU'IL APPARAISSE

DEUX PAGES BLANCHES A LA SUITE D'UNE ERREUR
TECHNIQUE -

Notre analyse internationale :

France : une politique révolutionnaire face à la division.

(Article paru dans «Que Hacer», No 17 de Janvier 1978 - «Que Hacer» est l'organe de l'Organisation Socialiste des Travailleurs de Costa-Rica, organisation sympathisante du Secrétariat Unifié).

La France est un des pays d'Europe qui a été ébranlé par les conflits les plus aigus au cours des années 70. Au centre de ce combat, le prolétariat a essayé ses muscles et marqué sa volonté de prendre le pouvoir, menaçant les bases du régime bourgeois de la 5ème République, imposé par le coup d'état du Général de Gaulle en 1958.

La bourgeoisie, pour sa part, n'a pas d'autre solution que d'attaquer la classe ouvrière parce que son pouvoir économique est affaibli comme produit de la crise mondiale et de la concurrence acharnée entre les divers impérialismes. Depuis Septembre 76, le plan d'austérité de Premier Ministre Barre est en application. Cela signifie licenciements, réductions de salaires, perte de qualification, coupures dans les budgets de l'éducation et de la santé. Les masses, poursuivant la lutte, aspirent clairement à balayer le système qui les opprime. Cette aspiration s'est traduite dans le renforcement des partis ouvriers, qui aux yeux des travailleurs, représentent leurs aspirations à une société socialiste. Les grands bénéficiaires ont été le PS et le PCF. C'est dans ce contexte que se comprend la situation électorale. La polarisation de classe est très grande, l'électorat se divise dans sa plus grande partie entre partis ouvriers et partis bourgeois. Le prolétariat devient le protagoniste principal du processus et la plus grande partie des partis bourgeois se coalise pour arrêter la progression puissante des partis ouvriers.

Il est évident que, dans cette situation, l'unique obstacle à une victoire électorale ouvrière est la division du prolétariat en deux grands partis.

Aussi, l'aspiration des masses à prendre le pouvoir se traduit concrètement par l'exigence du Front Unique de ces partis dans la bataille électorale. Mais le PS et le PCF ne sont pas des partis révolutionnaires, ce sont des partis contrôlés par des appareils totalement intégrés à la société capitaliste, et absolument engagés dans sa défense. Ils l'ont déjà démontré maintes fois dans l'histoire de la France.

A l'aspiration légitime des masses à l'unité ouvrière sur un programme socialiste, ils ont répondu par la fraude d'une unité avec un parti bourgeois sur un programme de défense du capitalisme. Cela a été l'Union de la Gauche, Union électorale du PS et du PCF avec les radicaux de gauche, petit parti bourgeois. Sans jamais faire leurs alliances bourgeoises de ces dirigeants, les travailleurs français ont placé leurs espoirs d'en finir avec le gouvernement bourgeois de Giscard-Barre (Giscard est le Président de la République) dans une victoire de l'Union de la Gauche dans les élections à l'Assemblée fixée pour Mars 78 (voir «Que Hacer» No 6, Février 77).

Rupture de l'alliance PC-PS.

Au début de 77, lors des élections municipales, l'Union de la Gauche a remporté une victoire écrasante. Les élections ont montré que le gouvernement Giscard-Barre n'était plus représentatif, même pas formellement. Comme résultat des élections, 66 % des villes françaises ont aujourd'hui un maire socialiste ou communiste. La victoire aux municipales a augmenté la confiance du prolétariat dans ses propres forces et aggravé la décomposition des partis bourgeois. La victoire de l'Union de la Gauche en Mars 78 semblait assurée. Dans ces conditions, il était évident qu'une victoire électorale de l'Union de la Gauche aurait été le point de départ d'une vague de luttes ouvrières explosives, faisant du gouvernement de l'Union de la Gauche celui qui serait obligé de frapper pour défendre l'ordre bourgeois. Pour le PS et pour le PCF, une victoire électorale de l'Union de la Gauche était trop risquée. Pour l'ordre bourgeois aussi.